

# “C’est plus facile pour le CD&V lorsque le CDH est dans la majorité”

## CV express de Kris Peeters

**Gouvernement fédéral.** Kris Peeters est le vice-Premier ministre CD&V au sein du gouvernement fédéral. Dans ses compétences ministérielles, on trouve l'Emploi, l'Economie et les Consommateurs. Jusqu'en 2014, il était ministre-Président du gouvernement flamand.

**Patronat.** Il a dirigé pendant une dizaine d'années l'organisation patronale flamande qui représente les PME (l'Unizo).

**Le 16, rue de la Loi.** Lors de la négociation de la “suédoise”, il était pressenti comme Premier ministre mais le CD&V a préféré prendre le poste de commissaire européen et laisser le 16, rue de la Loi, au MR.

Entretien Frédéric Chardon et Antoine Clevers

**K**ris Peeters a besoin de faire du sport pour gérer le stress de la vie politique au fédéral. Depuis 2014, le vice-Premier ministre CD&V doit, il est vrai, faire de la résistance face aux exigences de la N-VA et de l'Open VLD au sein de la majorité. Pour rester en forme, son truc, c'est le triathlon. Il vient d'achever celui de Malines : 1,5 km à la nage puis 40 km en vélo pour terminer par une course à pied de 10 km. Au top de sa forme, il commente l'actualité, très chargée, de cette rentrée politique.

**Le Premier ministre a indiqué mardi, en commission du Parlement, que la collaboration avec le Soudan sur l'identification de migrants, ici, à Bruxelles, n'avait pas fait l'objet d'un accord au conseil des ministres. Vous n'étiez pas informé ?**

Effectivement, il n'y a pas eu une décision au sein du conseil des ministres.

**N'auriez-vous pas dû être informé ?**

La situation est très délicate. On a des personnes en situation illégale dont une grande partie ne veut pas demander l'asile. On est, en plus, face à une dictature. Dans une situation aussi sensible, il est normal de demander aux ambassades de coopérer pour trouver une solution humaine. Mais, dans le cas du Soudan, une équipe de responsables locaux a été envoyée en Belgique. Et cela, c'est encore plus délicat. Pour moi, renvoyer des personnes au Soudan, ce n'est pas du tout évident. On doit être prudent, trouver des solutions humaines. Mais quand on a une communication très dure comme celle de Theo Francken (N-VA), ça complique énormément.

**Plus que le fond du problème, c'est la forme qui vous interpelle ?**

Le fond du problème est délicat aussi. On devra réfléchir à comment répondre à cette problématique

dans le futur. Pour le moment, c'est le secrétaire d'Etat qui est responsable. Juridiquement et techniquement. A l'avenir, il faut que le gouvernement soit informé officiellement par Theo Francken de ses initiatives. Le Parlement devra aussi être informé. On doit encore en reparler au sein du gouvernement car, après l'épisode du Soudan, il faut absolument que ce genre d'histoire ne se répète plus. Le plus important, c'est de tirer les leçons de cette affaire. Il faudra à l'avenir donner toute la transparence dans ce type de dossier et réagir très prudemment, sans brusquer les gens gratuitement. Et, oui, cela veut dire aussi communiquer autrement...

**Eric Van Rompuy (député fédéral CD&V), sur son blog, s'inquiétait de la montée du populisme en Flandre. Etes-vous d'accord avec lui ?**

Oui, je suis très inquiet. Nous sommes confrontés à des questions tellement complexes : les pensions, la situation des réfugiés, des illégaux... Difficile de rester calme dans ces dossiers face à des gens populistes. Le populisme est difficile à combattre.

**A Anvers, vous allez vous présenter face à Bart De Wever (N-VA) aux élections communales de 2018. Le Vlaams Belang est historiquement fort à Anvers. Vous allez devoir combattre directement ce populisme, justement.**

Oui, je sais. Ça ne va pas du tout être évident pour le CD&V et pour moi. On est au pied d'une colline à conquérir. Je travaille beaucoup actuellement pour qu'en 2018, lorsque les débats arriveront, nous puissions faire des propositions fortes et structurées sur la sécurité, sur l'éducation, pour lutter contre la pauvreté. J'espère qu'à Anvers, on comprendra qu'on a besoin de personnes raisonnables et qui ont de l'expérience. Un peu comme les Allemands viennent de le faire en votant pour Angela Merkel.

■ Kris Peeters, vice-Premier ministre CD&V, recadre Theo Francken pour sa communication dans le dossier des Soudanais.

■ Il ouvre la porte au CDH pour 2019.

■ Il demande que chaque ministre respecte loyalement l'accord de l'été.

**Le CD&V semble vouloir mettre en avant son image anti-populiste.**

Oui. Ça, c'est notre ADN. C'est la voie la plus dure à suivre. Surtout maintenant. Il n'est pas aisé de chaque fois se dire que c'est à nous d'apaiser le jeu et de trouver des solutions.

**Benoît Lutgen (CDH) a dit qu'il voulait recréer un lien entre le CD&V et son parti. La famille démocrate-chrétienne du Nord et du Sud du pays s'est-elle rapprochée ?**

Il y a des contacts personnels entre Wouter Beke et Benoît Lutgen, entre Catherine Fonck et moi, et encore entre d'autres membres du CDH et du CD&V. En 2014, j'ai beaucoup discuté avec Benoît Lutgen pour tenter de le convaincre de nous rejoindre dans la majorité fédérale. A ce moment-là, il a refusé. Désormais, la situation a changé. Pour nous, au CD&V, les contacts avec le CDH sont du coup plus faciles et se sont intensifiés.

**Pour vous, le CDH comme allié au fédéral en 2019, ce serait un plus ? Le CDH pourrait vous aider dans un prochain gouvernement ?**

Oui. C'est plus facile lorsqu'on a le CDH comme allié du côté francophone. Mais le CD&V et le CDH sont deux partis différents.

**En quoi le CDH peut-il vous aider ?**

Avec le CDH, on a par exemple la même vision du travail avec les partenaires sociaux, la même vision sur la sécurité sociale. Si le CDH est là, en plus du MR, ce sera plus facile pour nous sur les dossiers sociaux. Mais je dois dire aussi que le MR m'a étonné sur le plan social au sein de la majorité fédérale. Il est vrai que je ne connaissais pas très bien le MR avant 2014. J'apprécie son côté social : ce n'est pas un parti ultralibéral.

*“Quand on a une communication très dure comme celle de Theo Francken, ça complique énormément.”*

## “Chaque ministre doit implémenter l'accord de l'été, y compris Johan Van Overtveldt”

**Le gouvernement s'est entendu jeudi sur la mise en œuvre de la taxe sur les comptes-titres. Ces derniers jours, pourtant, le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), avait semblé vouloir la remettre en cause. A-t-il manqué de loyauté ?**

*Paeta sunt servanda* (les accords doivent être respectés). On connaît le contenu de l'accord budgétaire de l'été. Chaque ministre doit l'implémenter dans ses matières, y compris le ministre des Finances. On ne peut pas revenir là-dessus.

**Ce n'est pas la première fois que Johan Van Overtveldt adopte une telle attitude.**

Pas de commentaire. M. Van Overtveldt est un homme intelligent. Il était là quand on a conclu l'accord.

**Au CD&V, trouvez-vous que la taxation des comptes-titres est une bonne mesure ?**

On a eu un débat l'année passée sur la taxation des plus-values. On n'a pas pu avoir un accord. Le Premier ministre a dit qu'il allait trouver une solution à la fois sur la baisse de l'impôt des sociétés et sur la taxation du capital. Et il a lancé cette idée de taxation des comptes-titres. J'étais positif quand il a proposé cette alternative car elle pouvait être acceptée par tout le monde. Le

CD&V l'a acceptée. Et la N-VA et l'Open VLD l'ont acceptée aussi.

**La rentrée du gouvernement a été marquée par une cacophonie sur une mesure concernant le calcul de la pension des chômeurs âgés (plus de 50 ans) de longue durée (depuis plus d'un an). Quelle est la décision en fin de compte ?**

La problématique des pensions préoccupe beaucoup les gens. J'ai reçu 35 000 mails rien qu'à ce sujet ! Nous devons réexpliquer les principes très clairs de l'accord du gouvernement : rendre la pension légale durable et payable; la pension minimale doit être revalorisée; celui qui a travaillé toute sa vie doit avoir une pension plus élevée que celui qui a eu des longues périodes de chômage; enfin, il faut prévoir des périodes transitoires quand on réalise des réformes.

**Et donc, c'était quoi l'accord ?**

Le gouvernement Di Rupo (qui avait revu le calcul de la pension pour les chômeurs de longue durée, NdLR) avait prévu d'immuniser les plus de 50 ans contre la

mesure. Ça reste ! On sait que ce n'est pas facile pour ces personnes-là de retrouver un emploi. Les mesures qu'on a prises concernent les personnes de moins de 50 ans. L'opposition a trouvé un dossier pour matraquer le gouvernement, mais la décision, c'est celle-là et pas les “fake news” qu'on a entendues.

*“Avec les pensions, l'opposition a trouvé un dossier pour matraquer le gouvernement, mais on a entendu des fake news.”*

L'information avait pourtant déjà circulé en juillet sans que le gouvernement ne parle de “fake news”. Il a fallu qu'il y ait un débat très animé entre John Crombez (SPA) et Gwendolyn Rutten (Open VLD), début septembre, pour qu'on en reparle... (Rires) Oui, j'ai vu ça.

Cela veut-il dire que le gouvernement avait effectivement décidé de revoir le calcul de la pension des chômeurs âgés, mais que le débat télévisé a changé la donne ?

La méthodologie était très claire. On devait trouver une solution dans la plupart des dossiers avant l'été, mais ce n'était pas un accord dans les moindres détails. Ce n'était qu'après l'été que les ministres devaient formuler des textes très concrets. Et maintenant, on a trouvé une solution.